

Note d'information économique – COVID-19 – 5 mai 2020

Synthèse :

L'International Trade Commission (ITC) a publié son rapport sur l'approvisionnement du système de santé américain, identifiant l'ensemble des importations de biens utiles à lutte contre l'épidémie de Covid-19. Selon le rapport, 27 lignes tarifaires de biens en provenance de Chine continuent de faire l'objet de droits de douane additionnels de 7,5% ou de 25%. Le président de la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants, Richard Neal (D-Massachusetts), a demandé à l'exécutif de suspendre l'ensemble des droits de douane sur les produits identifiés par l'ITC pendant 90 jours.

31 acteurs américains des télécoms, parmi lesquels Microsoft, AT&T, Facebook et Google, ont annoncé le lancement d'une nouvelle coalition visant à mobiliser les législateurs pour soutenir les alternatives logicielles à l'infrastructure physique sans fil de cinquième génération (5G).

I. Situation sanitaire – dé-confinement

- Un [sondage](#) réalisé par le Washington Post et l'Université du Maryland entre le 28 avril et le 3 mai souligne une large opposition de la population américaine à la réouverture de certains commerces non essentiels (restaurants, boutiques, etc.). Il révèle également une division partisane dans l'opposition à la réouverture.

II. Mesures économiques de soutien / enjeux commerciaux

- L'International Trade Commission (ITC) publie son [rapport](#) remis au Congrès sur l'approvisionnement du système de santé américain. Dans ce rapport, l'ITC identifie tous les produits susceptibles d'être utilisés dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Ces produits renvoient à 112 lignes tarifaires, dont 55 qui sont encore visées par les droits de douane additionnels instaurés par l'USTR sur les importations de biens chinois.
- Le président de la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants, Richard Neal (D-Massachusetts) demande d'ores et déjà à l'exécutif de suspendre l'ensemble des droits de douane sur ces produits pendant 90 jours.
- 28 groupes de réflexion dans 26 États ont signé une [lettre](#) appelant le Congrès à donner aux États la flexibilité d'utiliser les 150 Md USD alloués dans le cadre de la loi CARES.

III. Impact économique et financier

- Dans son programme d'émission actualisé, le département du Trésor annonce qu'il s'apprête à lever 2 999 Md USD (14 du PIB %) de dette supplémentaire au cours du seul 2ème trimestre

2020. Ce besoin de financement découle de l'impact de la crise et le coût de la mise en œuvre des mesures du CARES Act. Au 3^{ème} trimestre, les émissions se poursuivraient à un rythme élevé de 677 Md USD (3,1 % du PIB)

IV. Impact sectoriel / entreprises

- **Keith Krach, *undersecretary for economic growth* au département d'État, indique que l'administration Trump accélère ses travaux visant à favoriser le retour de certaines industries aux États-Unis.** Selon [Reuters](#), l'exécutif chercherait à identifier les industries « essentielles » et envisagerait de mettre en œuvre des incitations fiscales ou encore des subventions afin de faciliter leur relocalisation aux États-Unis.
- **31 acteurs (principalement américains) du secteur des télécoms, parmi lesquels Microsoft, AT&T, Facebook, AWS et Google, ont annoncé le lancement d'une nouvelle coalition visant à mobiliser les législateurs pour soutenir les alternatives logicielles à l'infrastructure physique sans fil de cinquième génération (5G).** « L'Open RAN Coalition » sera supervisée par Diane Rinaldo, auparavant chef par intérim du bureau des télécommunications et de l'information (NTIA) du Département du commerce.
- **Marathon Petroleum**, qui compte parmi les principaux acteurs américains de l'activité de raffinage, de transport et de vente de pétrole, annonce une perte de plus de 9 Md USD au Q1 2020.
- Le groupe **Airbnb** annonce réduire de 25% ses effectifs. Brian Chesky, directeur général de la société, a indiqué que 1 900 des 7 500 employés de la société de réservation d'hébergement en ligne seraient licenciés dès la semaine prochaine. La société prévoit que ses revenus pour 2020 seront inférieurs de moitié par rapport à l'année dernière.